

**AGEEAP DES PAYS DE VILAINE
ET BRETAGNE SUD**
6 rue de la Maillardais
35 600 REDON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2022

Aux membres,

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGEEAP DES PAYS DE VILAINE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2022 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II- FONDEMENT DE L'OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2021 à la date d'émission de notre rapport.

III – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons apprécié le caractère approprié des principes comptables appliqués, le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne les immobilisations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV - VERIFICATIONS DU RAPPORT MORAL ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V RESPONSABILITES DE LA DIRECTION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président de l'association.

VI RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances

susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Auray, le 27 janvier 2023,

Le Commissaire aux Comptes
FID'ouest AUDIT



3.1 Comptes sociaux 2021/2022 - Bilan

Bilan Actif

Du 01/09/2021 au 31/08/2022

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2021/22	Ex. 2020/21	Ex. 2019/20
ACTIF IMMOBILISE					
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	47 518	-47 357	161	1 051	2 481
Total des Immobilisations Incorporelles	47 518	-47 357	161	1 051	2 481
Terrains	405 178		405 178	405 178	393 782
Aménagements de terrains	13 725	-13 943	-218	1 458	2 518
Constructions sur sol propre et leurs AAI	11 806 069	-6 132 690	5 673 379	6 129 700	6 380 969
Constructions sur sol d'autrui et leurs AAI	8 003 426	-3 399 591	4 603 835	4 353 724	4 661 471
Installations, mobilier et matériel d'activité	4 564 808	-3 874 952	689 857	729 785	818 029
Matériel de transport	184 609	-150 076	34 534	15 015	4 645
Mobilier, matériel de bureau et d'informatique	233 329	-227 595	5 734	2 177	1 415
Immobilisations en cours	6 173		6 173	457 779	202 599
Autres immobilisations					
Total des Immobilisations Corporelles	25 217 317	-13 798 846	11 418 471	12 094 816	12 465 428
Participations					
Créances rattachées à des participations	81 190		81 190	81 122	30 607
Titres immobilisés					
Prêts					
Dépôts et cautionnements versés	41 111	-5 692	35 419	35 419	32 794
Autres créances immobilisées					
Total des Immobilisations Financières	122 301	-5 692	116 609	116 541	63 401
Comptes de liaison entre établissements					
Total des Comptes de Liaison					
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	25 387 136	-13 851 896	11 535 240	12 212 408	12 531 310
ACTIF CIRCULANT ET ASSIMILE					
Stocks Divers					
Total des Stocks					
Fournisseurs : avances, acomptes versés	2 400		2 400	10 651	844
Familles ou élèves	864 557	-284 662	579 896	225 717	329 785
Personnel et charges sociales	528		528	228	
Etat et autres collectivités publiques	109 793		109 793	214 657	227 685
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés					
Comptes transitoires ou attente	123		123	1 942	2 866
Débiteurs divers	52 749		52 749	35 325	25 427
Total des Créances et Comptes Rattachés	1 030 149	-284 662	745 488	488 520	586 608
Placements	400 000		400 000	300 000	300 000
Intérêts courus non échus					
Total des Placements	400 000		400 000	300 000	300 000
Banques, établissements financiers et assimilés	1 417 658		1 417 658	1 386 135	868 910
Caisses	19		19	555	49
Régie d'avance et accreditifs					
Total des Disponibilités	1 417 677		1 417 677	1 386 690	868 959
Charges constatées d'avance	58 553		58 553	47 106	32 085
Total des Charges Constatées d'Avance	58 553		58 553	47 106	32 085
TOTAL ACTIF CIRCULANT ET ASSIMILE	2 906 379	-284 662	2 621 717	2 222 316	1 787 652
AUTRE					
Frais d'émission des emprunts					
Primes de remboursement des obligations					
TOTAL AUTRE					
TOTAL ACTIF	28 293 515	-14 136 557	14 156 957	14 434 724	14 318 962



3.2 Comptes sociaux 2021/2022 - Bilan

Bilan Passif

Du 01/09/2021 au 31/08/2022

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2021/22	Ex. 2020/21	Ex. 2019/20
Valeur du patrimoine intégré	383 168		383 168	383 168	496 029
Fonds statutaires					
Subventions d'investissements non renouvelables					
Fonds de trésorerie apportés					
Libéralités ayant le caractère d'apport					
Total des Fonds Propres Sans Droit de Reprise	383 168		383 168	383 168	496 029
Valeur des biens affectés					
Valeur des biens non affectés					
Libéralités					
Subventions d'investissements non renouvelables					
Total des Fonds Propres Avec Droit de Reprise					
Ecart de réévaluation					
Total des Ecart De Réévaluation					
Réserves statutaires					
Réserves d'investissement	2 547 000		2 547 000	2 247 000	2 247 000
Réserves de trésorerie	525 000		525 000	525 000	525 000
Autres réserves					
Total des Réserves	3 072 000		3 072 000	2 772 000	2 772 000
Droit des Propriétaires (Commodat)					
Total des Droit des Propriétaires					
Dotations consommables					
Total des Dotations consommables					
Report à nouveau	22 761		22 761	-208 512	94 898
Résultat de l'exercice	562 451		562 451	531 273	87 893
Total des Résultats et Report à Nouveau	585 212		585 212	322 761	182 791
Taxe d'apprentissage					
Autres subventions	6 138 082	-1 929 949	4 208 133	4 454 101	4 032 086
Total des Subv. / Partic. d'Invest. Amortissables	6 138 082	-1 929 949	4 208 133	4 454 101	4 032 086
TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES	10 178 463	-1 929 949	8 248 514	7 932 030	7 482 906
Fonds dédiés sur subv. de fonctionnement					
Fonds dédiés sur dons manuels affectés					
Fonds dédiés sur legs et donations affectés					
Total des Fonds Dédiés					
Provisions réglementées					
Total des Provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges	63 989		63 989	64 382	55 887
Total des Provisions	63 989		63 989	64 382	55 887
Comptes de liaison entre établissements					
Total des Comptes de Liaison					
Capital emprunté	5 359 094		5 359 094	5 936 790	5 873 609
Intérêts					
Concours bancaires courants					
Total des Emprunts et Dettes Bancaires	5 359 094		5 359 094	5 936 790	5 873 609
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	67 726		67 726	66 733	140 216
Fournisseurs et comptes rattachés	84 106		84 106	139 830	408 901
Familles ou élèves : avances reçues	22 879		22 879	18 279	48 653
Dettes relatives au personnel	190 112		190 112	154 679	212 218
Etat et autres collectivités publiques	13 812		13 812	11 557	6 099
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés					
Autres dettes	86 823		86 823	66 716	42 318
Total des Autres Dettes	465 459		465 459	457 794	858 404
Produits constatés d'avance	19 903		19 903	43 728	48 156
Total des Produits Constatés d'Avance et Abonnement	19 903		19 903	43 728	48 156
TOTAL DETTES ET ASSIMILEES	5 908 444		5 908 444	6 502 694	6 836 056
TOTAL PASSIF	16 086 907	-1 929 949	14 156 957	14 434 724	14 318 962



2.1 Comptes sociaux 2021/2022 - Résultat

Compte de Fonctionnement Résumé

Du 01/09/2021 au 31/08/2022

(en euros)	Ex. 2021/22	Ex. 2020/21	Ex. 2019/20	Variation n/n-1	
Ressources privées	1 254 042	1 114 154	1 010 891	139 888	12.6%
Concours Publics	3 031 845	2 629 479	1 625 992	402 366	15.3%
Subv. de Fonctionnement Autres Activités	142 593	152 750	51 463	-10 157	-6.6%
Produits des Activités Annexes	306 706	207 850	715 135	98 856	47.6%
Cessions ou Vente de Produits					
Productions Immobilisées	7 805	20 143	17 456	-12 338	-61.3%
Autres Produits Divers	9 190	8 105	379 871	1 085	13.4%
Reprises Amortissements et Provisions	10 061	18 931	13 588	-8 870	-46.9%
Transferts de Charges	103 723	87 831	66 076	15 892	18.1%
Produits D'exploitation	4 865 965	4 239 243	3 880 472	626 722	14.8%
Coûts de Personnel	2 203 572	1 840 734	1 461 997	362 838	19.7%
Consommations	888 181	643 427	571 383	244 754	38%
Services Extérieurs	174 482	182 115	170 782	-7 634	-4.2%
Autres Services Extérieurs	308 425	299 155	272 100	9 270	3.1%
Autres Impôts, Taxes et Assimilés	26 999	21 720	21 257	5 278	24.3%
Autres Charges de Gestion Courante	52 452	32 775	20 081	19 677	60%
Dotations aux Amort. et Provisions	1 028 915	1 003 198	1 020 758	25 717	2.6%
Charges d'Exploitation	4 683 025	4 023 124	3 538 358	659 901	16.4%
Résultat d'exploitation	182 940	216 119	342 114	-33 178	-15.4%
Produits Financiers	5 435	3 472	5 031	1 963	56.5%
Reprises Amortissements et Provisions					
Produits financiers	5 435	3 472	5 031	1 963	56.5%
Dotations aux Amort. et Provisions					
Charges Financières	46 662	73 029	82 175	-26 367	-36.1%
Charges financières	46 662	73 029	82 175	-26 367	-36.1%
Résultat financier	-41 227	-69 557	-77 144	28 330	-40.7%
Produits Exceptionnels	446 932	526 724	18 811	-79 792	-15.1%
Produits Exceptionnels	446 932	526 724	18 811	-79 792	-15.1%
Charges Exceptionnelles	25 497	141 645	195 311	-116 148	-82%
Charges Exceptionnelles	25 497	141 645	195 311	-116 148	-82%
Résultat exceptionnel	421 435	385 079	-176 500	36 355	9.4%
Autres Gestions	696	367	577	329	89.5%
Autres Gestions	696	367	577	329	89.5%
Autres Gestions	-696	-367	-577	-329	89.5%
RESULTAT DE L'EXERCICE	562 451	531 273	87 893	31 179	5.9%



Contributions Volontaires en Nature

(en euros)	Ex. 2021/22	Ex. 2020/21	Ex. 2019/20	Variation n/n-1
Bénévolat				
Prestations en nature des droits de propriétaires				
Dons en nature				
Total des produits				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens				
Personnel bénévole				
Total des charges				



5.1 Comptes sociaux 2021/2022 - Annexe

Annexe des Comptes Sociaux
Du 01/09/2021 au 31/08/2022

1. Présentation de l'Entité

L'établissement, sujet de la présente annexe, est une entité loi 1901 dont l'objet social est la gestion d'un établissement scolaire privé.

L'entité est dotée de deux organes :

- L'Assemblée Générale (AG), organe de délibération. Elle rend compte aux adhérents et détermine les grandes orientations.
- Le Conseil d'Administration (CA), organe d'administration. Il est élu par l'AG, gère l'établissement et élit le bureau (Président, secrétaire et trésorier).

Le Lycée ISSAT est un établissement exerçant sous tutelle FRERES DE PLOERME et sous contrat d'association avec l'Etat dans le cadre de la loi sur l'enseignement privé du 31 décembre 1984.

L'établissement dispense les activités suivantes :

- Formation continue
- Internat
- Restauration
- Agricole externat
- Apprentissage

2. Règles et Méthodes Comptables

2.1 Principes Comptables et Méthodes de Base

Les comptes arrêtés au 31/08/2022 sur une durée de 12 mois, présentés en euros, ont été établis conformément aux :

- Règlement ANC n°2018-06
- Règlement ANC n°2014-03
- Dispositions du Plan Comptable des établissements d'enseignement privés de septembre 2020

2.2 Changement de Méthodes et Comparabilité des comptes

Il n'y a pas de changement de méthode sur l'exercice

3. Notes Relatives au Compte de Fonctionnement

3.1 Masse Salariale

La masse salariale est composée des salaires des personnels de droit privé et des éventuels coûts des personnels sous-traités. L'entité n'étant pas soumise à la TVA, elle est redevable de la taxe sur les salaires.

3.2 Impôts

L'entité est soumise à l'Impôt sur les Sociétés au taux réduit sur ses revenus patrimoniaux (art. 206-5 du CGI) ; Cet impôt concerne :

- Les revenus des immeubles bâtis ou non bâtis
- Les revenus de capitaux mobiliers
- Les revenus d'exploitation agricole ou forestière

3.3 Activités Extra-scolaires

Les activités extra-scolaires peuvent influencer les soldes des postes consommations et produits des activités annexes. Pour connaître l'impact de ces activités, il est nécessaire de se référer au détail des comptes concernés.

3.4 Résultat Exceptionnel et Transfert de Charges

Les produits exceptionnels se sont élevés sur l'exercice à 447k€ Les postes principaux sont :

- Aide 20-21 pour apprenti : 8 k€
- Solde msa 2015 : 21,3 k€
- Solde subvention de fonctionnement 20-21 : 9,2 k€
- Ajustement solde ex ant Cfaecb : 10 k€
- Produits de cessions de matériels divers : 9,6 k€
- Quote-part de subventions du CR : 353,2 k€
- Reprise provision sur créance Arep : 22,5 k€
- Divers : 13,2 k€

Les charges exceptionnelles se sont élevées sur l'exercice à 25k€ les postes suivants sont significatifs :

- Repérage amiante locaux de St Jacut : 15,3 k€
- Solde taxes foncières 20-21 : 3,7 k€
- Solde taxes ordures ménagères 20-21 : 1,3 k€
- Solde cotisation formation continue ex ant : 1,7 k€
- Divers : 3,6 k€

Les transferts de charges se sont élevés sur l'exercice à 104k€.

- Transfert charges locaux : 11,5 k€
- Transfert charges labos : 2,7 k€
- Transfert charges service cuisine : 63,5 k€
- Transfert charges pédagogie : 17,5 k€
- Transfert charges adm : 6,4 k€
- Transfert charges assurances : 2,1 k€



4. Notes Relatives au Bilan

4.1 Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Au sein du règlement ANC n°2014-03, il est fait application, pour les seuls immeubles, de règles particulières relatives à l'évaluation des immobilisations

Quelque soit leur nature, les immobilisations sont valorisées au bilan selon la méthode du coût historique complet.

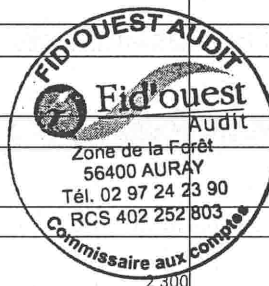
Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée des biens. Les durées d'amortissement retenues par type de bien sont exposées dans le tableau ci-après.

Type d'Immobilisations	Durée
Immobilisations incorporelles	2 à 3 ans
Aménagement de terrains	3 à 10 ans
Gros oeuvres	20 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations Générales Techniques	10 à 16 ans
Agencements (intérieurs et décoration)	10 à 15 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 5 ans
Matériels de bureau	3 à 5 ans
Mobiliers de bureau	5 à 10 ans

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations incorporelles	47 518				47 518
	Total Immobilisations Incorporelles	47 518				47 518
	Terrains	405 178				405 178
	Aménagement de terrains	13 725				13 725
	Constructions :					
	- Sur sol propre et leurs AAI	11 806 069				11 806 069
	- Sur sol d'autrui et leurs AAI	7 417 540	154 297		431 588	8 003 426
	Autres immobilisations corporelles :					
	- Installations tech., matériels et outillages	4 394 061	144 557		26 191	4 564 808
	- Matériel de transport	159 734	27 176			184 609
	- Mobilier, matériel de bureau info	228 145	5 184			233 329
	Immobilisations corporelles en-cours	457 779	6 173		-457 779	6 173
	Immobilisations grevées de droit					
	Autres immobilisations					
	Total Immobilisations Corporelles	24 882 231	337 386	2 300		25 217 317

Le montant des immobilisations en cours au 31/08/2022 s'élève à 6 k €



Le tableau ci-après mentionne les mouvements des amortissements et provisions sur immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Amortissements	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
Frais d'établissement						
Autres immobilisations incorporelles		46 467	890			47 357
Total Immobilisations Incorporelles		46 467	890			47 357
Terrains						
Aménagement de terrains		12 268	1 675			13 943
Constructions :						
- Sur sol propre et leurs AAI		5 676 368	456 321			6 132 690
- Sur sol d'autrui et leurs AAI		3 063 816	335 775			3 399 591
Autres immobilisations corporelles :						
- Installations tech., matériels et outillages		3 664 275	210 677			3 874 952
- Matériel de transport		144 719	7 657	2 300		150 076
- Mobilier, matériel de bureau info		225 968	1 627			227 595
Immobilisations corporelles en-cours						
Immobilisations grevées de droit						
Autres immobilisations						
Total Immobilisations Corporelles		12 787 415	1 013 732	2 300		13 798 846

4.2 Immobilisations Financières

Les tableaux ci-après mentionnent les mouvements des immobilisations financières et des amortissements/provisions de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
Participations						
Créances rattachées à des participations		81 122	67			81 190
Titres immobilisés						
Prêts						
Dépôts et cautionnements		41 111				41 111
Autres créances immobilisées						
Total Immobilisations Financières		122 233	67			122 301

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Amortissements	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Prêts						
Dépôts et cautionnements		5 692				5 692
Autres créances immobilisées						
Total Immobilisations Financières		5 692				5 692

Le tableau ci-après mentionne les échéances des immobilisations financières :

(en euros)	ECHEANCES DES IMMO. FINANCIERES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Participations				
Créances rattachées à des participations		81 190		81 190
Titres immobilisés				
Prêts				
Dépôts et cautionnements		41 111		41 111
Autres créances immobilisées				
Total Immobilisations Financières		122 301		122 301



4.3 Stock et Créances

Les stocks sont évalués en intégrant au prix d'achat les frais accessoires. Certains éléments sont classés en "charges constatées d'avance".

Les créances sont évaluées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

Le tableau ci-après mentionne les dépréciations constatées sur les stocks et créances :

(en euros)	MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Sur stocks et en cours					
Sur comptes usagers		302 489	14 294	32 122	284 662
Autres créances					
Total Dépréciations sur Stocks et Créances		302 489	14 294	32 122	284 662

Le tableau ci-après mentionne les échéances des stocks et créances :

(en euros)	ECHÉANCES DES CRÉANCES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Total des Comptes de liaison				
Total des Stocks				
Fournisseurs : avances , acomptes versés		2 400	2 400	
Familles ou élèves		864 557	864 557	
Personnel et charges sociales		528	528	
Etat et autres collectivités publiques		109 793	109 793	
Confédération , fédérations , associations et apparentés				
Comptes transitoires ou attente		123	123	
Débiteurs divers		52 749	52 749	
Placements		400 000	400 000	
Intérêts courus non échus				
Banques, établissements financiers et assimilés		1 417 658	1 417 658	
Caisses		19	19	
Régie d'avance et accreditifs				
Charges constatées d'avance		58 553	58 553	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Intérêts d'emprunt à étaler				
Total de l'Actif Circulant et Assimilé		2 906 379	2 906 379	



4.4 Placements

Le tableau ci-après mentionne les valeurs des placements financiers et les plus/moins values constatées à la clôture :

(en euros)	NATURE DES PLACEMENTS	Solde Comptable	Valeur de Marché	Plus Value latentes	Moins Value latentes
Sicav et Fcp		400 000	400 000		
Bons de caisse et Dépôts à terme					
Obligations					
Autres valeurs mobilières					
Immobilisations financières cotées		81 190	81 190		
Total des Placements Financiers		481 190	481 190		

4.5 Charges Constatées d'Avance

Elles regroupent des dépenses de fournitures scolaires pour la rentrée suivante, des charges d'assurance et de frais généraux.

4.6 Subventions d'Investissement

Les subventions sont enregistrées en Fonds associatifs et reprises de manière échelonnée dans le compte de résultat par le compte 777 «

Quote-part de subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice ».

4.7 Affectation du Résultat

Le résultat de l'exercice a été affecté en report à nouveau et réaffectation du report à nouveau vers la réserve d'investissements pour 300 000€, conformément à la délibération de l'assemblée

4.8 Suivi des droits de reprise sur subventions d'investissements

(en euros)	SUIVI DES DROITS DE REPRISE	Droits de reprise antérieurs	Droits de reprise exercice	Droits de reprise restants
Etat				
Region		4 002 681	401 703	3 600 978
Département				
Divers				
Total		4 002 681	401 703	3 600 978



4.9 Fonds Associatifs

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des fonds associatifs de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES	Montant en début d'Exercice	Augmentations	Diminutions	Virements de Poste à Poste	Montant en fin d'Exercice
Valeur du patrimoine intégré		383 168				383 168
Fonds statutaires						
Subventions d'invest. non renouvelables						
Fonds de trésorerie apportés						
Libéralités ayant le caractère d'apport						
Tot Fonds Assoc. Sans Droit de Reprise		383 168				383 168
Valeur des biens affectés						
Valeur des biens non affectés						
Libéralités						
Subventions d'invest. sous condition						
Tot Fonds Assoc. Avec Droit de Reprise						
Ecarts de réévaluation						
Réserves statutaires						
Réserve pour investissement		2 247 000			300 000	2 547 000
Réserve de trésorerie		525 000				525 000
Autres réserves						
Total des Réserves		2 772 000			300 000	3 072 000
Report à nouveau		-208 512			231 273	22 761
Résultat de l'exercice		531 273	562 451		-531 273	562 451
Tot des résultats et reports à nouveaux		322 761	562 451		-300 000	585 212
Taxe d'apprentissage affectée à l'équip						
Autres Subventions		6 030 836	107 247			6 138 082
Amort. T.A. affectée à l'équipement						
Amortissement autres subventions		-1 576 735	-353 214			-1 929 949
Total des Subv. d'Invest. Amortissables		4 454 101	-245 967			4 208 133
TOTAL GENERAL		7 932 030	316 484			8 248 514

4.10 Provisions pour Risques et Charges

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été évaluée à partir d'un taux d'actualisation de 1.5% et de GVT de 1.5%. Elle s'élève au 31/08/2022 à 64 k €.

Le tableau ci-après mentionne les provisions constatées à la clôture :

(en euros)	MOUVEMENTS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Montant en début d'Exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'Exercice
Provisions pour risques d'emploi					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour gros entretiens					
Autres provisions pour risques et charges		64 382		393	63 989
		64 382		393	63 989

4.11 Emprunts

Le tableau ci-après mentionne les emprunts existants à la clôture :

(en euros)	Date d'Octroi	Taux	Date de fin	Annuité	Capital Initial Emprunté	Capital Remboursé en cours d'Exercice	Capital restant à rembourser	Dont à 1 an	Dont de 1 à 5 ans	Dont au delà de 5 ans
	29/06/2021	0,51% (F)	15/05/2035	57 770	771 458	53 984	712 987	54 260	219 831	438 895
	01/03/2017	1,30% (F)	28/02/2037	68 169	1 200 000	56 068	900 445	56 801	234 733	608 910
	01/02/2017	1,30% (F)	01/02/2037	56 808	1 000 000	46 723	750 371	47 334	195 611	507 424
	01/09/2016	1,29% (F)	01/09/2036	28 376	500 000	23 500	365 261	23 805	98 351	243 105
	29/06/2021	0,55% (F)	15/06/2037	27 270	415 509	25 059	388 367	25 198	102 189	260 980
	29/06/2021	0,58% (F)	15/06/2038	39 692	639 422	36 096	600 326	36 306	147 350	416 669
	29/06/2021	0,60% (F)	15/03/2039	49 221	824 891	44 416	776 784	44 683	181 440	550 660
	07/12/2018	1,03% (R)	05/12/2025	42 555	290 000	41 439	139 505	41 369	98 136	
	05/12/2018	1,18% (F)	05/01/2026	43 183	290 000	41 213	144 539	41 702	102 836	
	01/09/2018	0,00% ()	31/05/2022		80 000	48 000				
	01/12/2017	0,00% ()	31/05/2022		100 000	60 000				
	28/02/2020	0,00% ()	28/02/2035	10 667	160 000	10 667	138 666	10 667	42 668	85 331
	18/06/2021	1,05% (F)	05/04/2036	18 021	250 000	15 524	229 336	15 688	64 426	149 222
	10/02/2021	0,00% ()	10/03/2022		50 000	50 000				
	01/04/2021	0,00% ()	01/02/2031	25 000	250 000	25 000	212 500	25 000	100 000	87 500
Total				466 736	6 821 281	577 696	5 359 093	422 819	1 587 573	3 348 699

Liste des garanties reçues :

- L'emprunt CMB Restauration d'un montant de 1200000,00 € est garanti par Sogama 40%
- L'emprunt CMB Labos d'un montant de 1 000 000,00 € est garanti par Sogama 40% domiciliation
- L'emprunt Crédit du Nord Internat d'un montant de 500 000,00 € est garanti par Sogama 50% domiciliation
- L'emprunt Crédit Coopératif Construct locaux d'un montant de 771458,42 € est garanti par caution Sté caution (convention) pour un montant de 213896,16 € de CEGC.
- L'emprunt Crédit Coopératif Internat d'un montant de 415509,52 € est garanti par caution Sté caution (convention) pour un montant de 116510,26 € de CEGC.
- L'emprunt Crédit Coopératif Bâtiment pédag et cdi d'un montant de 639422,27 € est garanti par caution Sté caution (convention) pour un montant de 180098,05 € de CEGC.
- L'emprunt Crédit Coopératif Bâtiment, cdi et internat d'un montant de 824891,11 € est garanti par caution Sté caution (convention) pour un montant de 233035,48 € de CEGC.

Liste des garanties données :

- L'emprunt Crédit Coopératif Construct locaux d'un montant de 771458,42 € est garanti par Nantissement de titres
- L'emprunt Crédit Coopératif Internat d'un montant de 415 509,52 € est garanti par Nantissement de titres
- L'emprunt Crédit Coopératif Bâtiment pédag, cdi d'un montant de 639422,27€ est garanti par Nantissement de titres
- L'emprunt Crédit Coopératif Bâtiment, cdi et internat d'un montant de 824891,11€ est garanti par Nantissement de titres
- L'emprunt CA trvx complémentaires d'un montant de 290 000,00€ est garanti par une promesse d'hypothèque
- L'emprunt SG trvx complémentaires d'un montant de 290 000,00€ est garanti par une promesse d'hypothèque
- L'emprunt CMB atelier agroéquipé d'un montant de 250 000,00 € est garanti par Nantissement 50k€

4.12 Autres Dettes et Produits Constatés d'Avance

Le tableau ci-après mentionne les échéances des autres dettes et produits constatés d'avance :

(en euros)	ECHÉANCES DES DETTES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Comptes de Liaison entre Etablissements				
Capital emprunté		5 359 094	422 820	4 936 274
Intérêts				
Concours bancaires courants, cptes créditeurs de banque				
Total des Emprunts et Dettes Bancaires		5 359 094	422 820	4 936 274
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		67 726	67 726	
Fournisseurs et comptes rattachés		84 106	84 106	
Familles ou élèves : avances reçues		22 879	22 879	
Dettes relatives au personnel		190 112	190 112	
Etat et autres collectivités publiques		13 812	13 812	
Confédération, fédérations, associations et apparentés				
Autres dettes		86 823	86 823	
Produits constatés d'avance		19 903	19 903	
Dettes et Assimilées		485 361	485 361	



5. Autres Informations

5.1 Effectifs

L'effectif salarié au 31/08/2022 représente 30 ETP. Le nombre d'enseignants s'élève à 44 postes.

5.2 Rémunération des Dirigeants

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le Chef d'Etablissement, le Président et le Trésorier.

Le Président et le Trésorier ne percevant aucune rémunération, communiquer la rémunération des trois plus hauts dirigeants reviendrait à donner une information individuelle préjudiciable à son caractère confidentiel (réponse ministérielle n°01630, J.O. Sénat).

5.3 Honoraires du Commissaire aux Comptes

Sur l'exercice, les honoraires du Commissaire aux Comptes s'élèvent à 7,9 K€.

5.4 Empreinte Carbone et RSE de l'entité

L'entité a généré 177 276 kg de CO2 sur l'exercice contre 173 174 Kg de CO2 l'année précédente. Soit un équivalent de 6,20 arbres par élève et par an.

5.5 Contribution volontaire en nature
L'entité n'est pas concernée.

**AGEEAP DES PAYS DE VILAINE
ET BRETAGNE SUD**

6 rue de la Maillardais
35 600 REDON

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES
COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2022

Aux membres,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés de la convention suivante, mentionnée à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui a été passée au cours de l'exercice écoulé.

1/ Contrat de location :

Date : 25 août 2022
Objet : Location d'un local à usage d'internat auprès de Madame Béatrice RUELLAN
Montant : 0 euro
Modalités : Durée de 3 ans à compter du 31/08/2022.

2/ Avance de trésorerie :

Date : Décembre 2017
Objet : Le CNEAP BRETAGNE a consenti une avance de trésorerie à l'AGEEAP DES PAYS DE VILAINE ET BRETAGNE SUD.
Montant : 100 000 euros
Solde au 31/08/2022 = 0 euro
Modalités : Cette avance de trésorerie est non rémunérée et remboursable sur cinq ans soit dernière échéance en 2023.

⇒ **L'avance de trésorerie a été remboursée par anticipation en mai 2022.**

3/ Avance de trésorerie :

Date : Septembre 2018
Objet : La FDEAC 35 a consenti une avance de trésorerie à l'AGEEAP DES PAYS DE VILAINE ET BRETAGNE SUD.
Montant : 80 000 euros
Solde au 31/08/2022 = 0 euro
Modalités : Cette avance de trésorerie est non rémunérée et remboursable sur 5 ans soit dernière échéance en 2023.
⇒ **L'avance de trésorerie a été remboursée par anticipation en mai 2022.**

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1/ Avance de trésorerie :

Date : Mars 2021
Objet : La Fondation Saint Matthieu pour l'Ecole Catholique a consenti une avance de trésorerie à l'AGEEAP DES PAYS DE VILAINE ET BRETAGNE SUD.
Montant : 250 000 euros
Solde au 31/08/2022 = 212 500 euros
Modalités : Cette avance de trésorerie est non rémunérée et remboursable sur 10 ans soit une dernière échéance en février 2031.

Fait à Auray, le 27 janvier 2023

Le Commissaire aux Comptes
FID'OUEST AUDIT

